

A PROPOS DE LA CONFERENCE ECONOMIQUE

Sans préjuger les conséquences qui doivent se dégager des négociations engagées entre alliés en vue de régler les conditions de la lutte économique de demain, il est intéressant de noter l'impression produite à l'étranger. Des journaux nous en apportent l'écho, et il est entendu qu'il doit être tenu grand compte, dans leurs appréciations, de la situation spéciale dans laquelle chaque pays se trouve en ce qui touche la guerre.

Voici, par exemple, ce que dans le "Berliner Tageblatt", le Dr Félix Pinners, dit au sujet des résolutions déjà adoptées par la conférence économique des alliés :

"La méthode qui a servi de base aux résolutions de cette conférence est d'une extraordinaire simplicité. On la trouve dans n'importe quel manuel scolaire traitant de la politique économique et commerciale. Cette méthode consiste à lier ensemble les diverses mesures qu'on employait jusqu'alors à titre provisoire en cas de conflit douanier et économique entre deux pays et d'en faire un système permanent de guerre économique dont le principe essentiel est tous contre tous.

"Seulement, s'il était très facile d'établir cette folle théorie, il serait extrêmement malaisé de la mettre en pratique. Il est facile de dire et de proclamer que les alliés désirent se rendre complètement indépendants, aussi bien en ce qui concerne les matières premières que les produits manufacturés venant des Empires centraux, et qu'ils essayeront de trouver, sur leurs propres marchés, une compensation à la perte des marchés des Empires centraux. Comme formule, cela ne sonne pas mal, mais on ne voit pas très bien comment la Russie pourrait trouver chez ses alliés un marché pour le blé qu'elle exportait jusqu'à présent en Allemagne, ni comment la France trouverait, sur les marchés de ses alliés, une compensation à la perte du marché allemand pour ses soieries, ses vins et autres articles de luxe; ni comment l'Italie trouverait une compensation pour la perte du marché allemand, un des meilleurs pour ses fruits du Midi, etc., etc.

"Et puis c'est un fait indéniable basé sur des conditions naturelles et historiques que la France et l'Italie, en ce qui concerne leurs principaux produits d'exportation, sont plutôt des concurrents que des associés.

"Du reste, les délégués à la Conférence ont décidé de soumettre les résolutions à l'approbation de leurs Parlements respectifs. C'est ici que commence la difficulté. Une conférence ne fait qu'exprimer des vœux, formuler des désirs, tandis que les Parlements agissent, mettent en pratique ces vœux. Or, les journaux des pays alliés eux-mêmes reconnaissent que la mise en application de ces résolutions ne serait possible que le jour où les Alliés seront en mesure de dicter les conditions de paix aux puissances centrales. Ces mesures ne sont, en effet, même pas discutables devant un Parlement avant la victoire militaire des Alliés."

"A priori", on supposait que les neutres se frotteraient les mains de joie en apprenant que la guerre militaire serait suivie par une guerre économique car, dans ces cas, non seulement leurs propres produits et leurs propres marchés continueront à conserver l'énorme importance qu'ils ont maintenant, mais ils feront, en outre, des affaires d'or à titre d'intermédiairei-

re. Les grandes puissances européennes ne pouvant plus commercer entre elles directement elles procéderont à des échanges indirectement — sous la marque "Made in Neutrality" — par l'intermédiaire des pays neutres.

"Il est indéniable qu'une guerre économique entre les grandes nations de l'Europe serait une source de prospérité extraordinaire pour les petites nations neutres. Seulement, les hommes clairvoyants de ces pays savent qu'une telle guerre économique, si jamais elle a lieu, ne pourrait durer que très peu de temps, la logique de faits économiques ne tarderait pas à arracher les bandeaux des yeux de ceux qui sont maintenant aveuglés par la haine. Cela créerait une crise dans la vie économique des pays neutres — qui se seraient mis dans l'intervalle sur un pied de grandeur extraordinaire — ce qui entraînerait une véritable catastrophe."

En Italie, on paraît surtout préoccupé des difficultés de réalisation pratique. Dans "Il Corriere Economico," le professeur Roberto A. Murray écrit :

"Les mesures de caractère permanent sont toujours dangereuses à prendre et, jusqu'à présent, on n'en a pas encore pris. Les traités de commerce eux-mêmes n'ont qu'une durée limitée. Surtout nous autres Italiens — dépendant de l'étranger pour beaucoup de matières premières fondamentales — nous avons le devoir de ne pas prendre des engagements permanents, autrement nous subirions une diminution de notre liberté plus grande que celle éprouvée avant la guerre.

"Nous faisons cette observation sans aucune idée préconçue, mais uniquement pour le besoin de clarté et de précision. Quiconque juge objectivement les choses sera complètement d'accord avec nous.

"De même en ce qui concerne les mesures à prendre en vue de faciliter les échanges réciproques entre les Alliés par des services directs, rapides et à tarifs réduits, et toute autre amélioration des communications terrestres et maritimes. Il faut d'abord établir un "criterium" précis de réciprocité, afin que tous les partis contractants en puissent bénéficier également.

"En général, nous voulons bien accepter toutes les mesures tendant à développer notre vie industrielle et l'émanciper de la domination qu'y exerçait l'Allemagne avant la guerre. Mais agissons avec prudence, ayant toujours à l'esprit le péril de substituer à l'hégémonie commerciale et industrielle allemande l'hégémonie d'un autre pays, ce qui est toujours possible chez nous, étant données les conditions particulières dans lesquelles se trouve l'Italie."

L'"Economista", d'Italie, se montre un peu sceptique sur la possibilité d'obtenir des résultats pratiques. Notre confrère dit à ce sujet :

"L'opinion publique en Italie et dans les autres pays de la Quadruple-Entente se repaît d'idées complètement fausses en ce qui concerne le problème commercial d'après la guerre.

"On a partout la conviction qu'il est absolument nécessaire de se rendre maître du commerce allemand, de boycotter l'Allemagne, de l'empêcher à tout prix de reprendre et de maintenir des rapports commerciaux avec les pays avec lesquels elle est actuellement en guerre.

"Or cela n'est ni possible ni désirable. Toute illu-